

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi soir, 12 septembre 2017

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

69 2016.RRGR.895 Motion 193-2016 Pfister (Zweisimmen, PLR)

Emprunts des CHR: quels risques pour le canton?

Motion ayant valeur de directive

N° de l'intervention:	193-2016
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	13.09.2016
Déposée par:	Pfister (Zweisimmen, PLR) (porte-parole)
Cosignataires:	11
Urgence accordée:	Non
N° d'ACE: 245/2017	24.11.2016 du 8 mars 2017
Direction:	Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

Emprunts des CHR: quels risques pour le canton?

Le Conseil-exécutif est chargé de préparer un rapport qui montrera comment atténuer ou prévenir les risques financiers auxquels le canton est exposé du fait de son statut de propriétaire, ou plus exactement d'actionnaire principal des centres hospitaliers régionaux (CHR) et des millions que ces derniers ont empruntés pour investir dans des acquisitions.

Le rapport traitera en particulier les points suivants:

1. Si l'analyse révèle un grave risque financier, le Conseil-exécutif indiquera à l'organe compétent en matière financière quelles mesures sont nécessaires.
2. Les CHR doivent informer le canton de leurs projets d'aménagement, d'agrandissement et d'acquisition (reprise de sociétés). Le Conseil-exécutif doit impérativement donner son accord.
3. Qui supporte les risques en cas de problèmes de liquidités créés par de gros emprunts et investissements? Le canton en sa qualité d'actionnaire majoritaire ou les sociétés anonymes de droit privé?
4. Pour atténuer les risques pour le canton et les contribuables, le Contrôle des finances doit analyser les comptes de groupe en ce qui concerne l'utilisation de la subvention cantonale de 55 pour cent.

Développement:

Les hôpitaux se sont engagés dans une course aux équipements qui pourrait bien entraîner le canton dans un désastre financier. Chaque hôpital de grande taille souhaite faire jeu égal avec l'Hôpital de l'Île en matière d'infrastructure et d'offre, pour pouvoir proposer des interventions médicales et chirurgicales lucratives.

Qui dit gros investissements, dit aussi nécessité d'augmenter les capacités et partant, d'attirer des patients rentables. Cette stratégie commerciale est lourde de conséquences financières pour le canton, puisqu'ainsi la rétribution des hôpitaux augmente chaque année de x millions.

Or, les CHR ont pour mission première d'assurer la couverture des besoins de leur région en soins hospitaliers de base.

Il faut pousser les hôpitaux à changer de mentalité: plus question de vouloir enfoncer la concurrence en ne proposant que le meilleur aux patients.

Le Conseil-exécutif doit par conséquent prévoir des mesures pour limiter l'augmentation annuelle des dépenses.

Motivation de l'urgence: Le canton est encore dans le flou concernant les risques financiers auxquels il est exposé.

Réponse du Conseil-exécutif

Conformément à l'article 95, alinéa 3 de la Constitution du canton de Berne, les organisations chargées de tâches publiques sont soumises à la surveillance du Conseil-exécutif. La présente motion relève donc de la compétence exclusive de ce dernier (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

La Stratégie générale de surveillance et de controlling des participations, entreprises et institutions cantonales, approuvée par le Conseil-exécutif le 3 mars 2010 et actualisée chaque année, constitue le cadre réglementaire d'une gouvernance d'entreprise publique efficace dans le canton de Berne. Elle définit les instruments et les procédures à mettre en œuvre. Les stratégies de propriétaire et de surveillance élaborées spécifiquement pour les centres hospitaliers régionaux (CHR), ainsi que les profils d'exigences applicables à leurs conseils d'administration ou de fondation, constituent les principaux instruments de surveillance dans le domaine hospitalier. Utilisés depuis plusieurs années déjà, ils ont fait leurs preuves selon le Conseil-exécutif.

Les CHR sont des sociétés anonymes de droit privé autonomes régies par les articles 620 ss du code suisse des obligations (CO). Parmi les tâches intransmissibles et inaliénables qui sont dévolues au conseil d'administration par l'article 716a CO figurent la direction stratégique et la garantie du financement de l'entreprise.

Question 1

Le tableau ci-dessous présente plusieurs indicateurs financiers tirés des rapports de gestion publics des CHR, sur la base des normes Swiss GAAP RPC. Selon ces normes comptables reconnues, l'état des finances doit refléter fidèlement la réalité (*true and fair view*). Comme le montre le tableau, la part des capitaux étrangers est extrêmement faible. Par ailleurs, les taux d'intérêt sont actuellement très attractifs pour l'acquisition de fonds de tiers (prêts, crédits et hypothèques). En ce qui concerne les cautionnements envers certains CHR figurant dans le rapport de gestion du canton, ils dépassent à peine les trois quarts du maximum prescrit par le Grand Conseil. Le financement actuel des CHR ne fait courir aucun risque particulier au canton en sa qualité de propriétaire.

Rapports de gestion 2015: comptes consolidés selon Swiss GAAP RPC	Capital- actions en CHF	Part de capi- taux propres en % (¹)	Part de capi- taux étrangers en % (¹)	EBITDA en mio CHF, / Marge EBITDA en %	Résultat fi- nancier en mio CHF	Charges d'amortissem ent en mio CHF
Spital Netz Bern AG (²) (compte individuel)	8 300 000	78,3%	21,7%	-15.1 aucune indication	-0.3	10.9
Centre hospitalier Bienne SA (²)	7 730 000	88,3%	11,7%	11.1 5,6%	0.06	10.7
Regionalspital Emmental AG (²)	7 202 000	36,5%	63,5% (³)	9.8 6,7%	-0.7	5
SRO AG (²)	7 801 000	87,2%	12,8%	13.0 8,4%	3.0	10.4
Spital STS AG	5 850 000	77,1%	22,9%	22.7 8,8%	0.06	9.7
Spitäler FMI AG (²)	6 250 000	85,4%	14,6%	12.0 8,8%	0.39	3.5
Hôpital du Jura bernois SA	3 950 000	73,6%	26,4%	4.6 5,3%	0.05	3.8

(¹) Pourcentage du capital total représenté respectivement par les capitaux propres et les capitaux étrangers

(²) Conformément à l'AGC 3356/2006 et à l'ACE 1973/2006, les CHR peuvent se voir accorder des cautionnements à hauteur de CHF 107 millions au maximum pour garantir des crédits obtenus auprès de tiers (cf. rapport de gestion 2015 du canton de Berne, volume 1, page 36). Le montant total de ces cautionnements s'élève à CHF 83 328 999.

(³) Le CHR RSE AG a procédé à un emprunt public pour financer la construction du nouveau bâtiment de l'hôpital de Berthoud. Il dispose néanmoins toujours d'un sain niveau de fonds propres.

Question 2

Le Conseil-exécutif a donné aux CHR diverses consignes en matière de stratégie et de collaboration avec l'administration dans l'ACE 1288/2016 du 16 novembre 2016 Stratégie de propriétaire du canton pour les centres hospitaliers régionaux (CHR) et les services psychiatriques régionaux (SPR) selon la loi sur les soins hospitaliers (LSH). La SAP y est chargée de mener des entretiens de contrôle périodiques avec les CHR, lors desquels elle est notamment informée des opérations importantes comme les agrandissements, les achats immobiliers ou la reprise de sociétés. Elle met le gouvernement au courant lors de la préparation des assemblées générales des CHR. En cas d'événement exceptionnel, le Conseil-exécutif est avisé directement et sans délai. Les compétences des SA et de leur conseil d'administration sont réglées dans le CO et dans la loi du 13 juin 2013 sur les soins hospitaliers (LSH; RSB 812.11). Lors de la dernière révision de cette loi, le Grand Conseil a renoncé à imposer une procédure d'autorisation pour les investissements. L'article 25 LSH accorde aux CHR une indépendance dans la gestion et une marge de manœuvre adéquate dans les limites fixées par le droit. C'est le Conseil-exécutif qui exerce les droits et assume les obligations incombant au canton en sa qualité d'actionnaire des CHR. Il lui revient de statuer en ce qui concerne les affaires et les événements de la compétence de l'assemblée générale. Les projets d'aménagement, d'agrandissement et d'acquisition évoqués par le motionnaire ne sont pas obligatoirement à soumettre à l'assemblée générale. Il n'est donc pas prévu que le Conseil-exécutif donne systématiquement son accord.

Question 3

En tant que sociétés anonymes autonomes de droit privé, les CHR gèrent leurs affaires et peuvent prendre des engagements sous leur propre responsabilité. Ils en supportent les risques.

En sa qualité de propriétaire, le canton est responsable à concurrence du capital-actions apporté. S'il a accordé un prêt ou un cautionnement à un CHR, il s'expose en outre au risque que l'emprunt ne soit pas (entièrement) remboursé en cas de faillite ou qu'un créancier se retourne contre lui. Il ne supporte pas d'autres risques en cas de problèmes de liquidités, d'investissements ou de levée de capitaux étrangers, exception faite des éventuelles contributions aux restructurations requises pour assurer la couverture en soins (cf. art. 70 ss LSH).

Question 4

En vertu du point A.6.2 de la stratégie de propriétaire, le Contrôle des finances est habilité à consulter les livres des CHR dans la mesure nécessaire pour remplir le mandat de surveillance prévu à l'article 16, lettre a de la loi cantonale du 1^{er} décembre 1999 sur le contrôle des finances (LCCF; RSB 622.1). Mettant l'accent sur le contrôle de l'utilisation des subventions cantonales, sa surveillance comprend la vérification de la part cantonale du financement des prestations de l'assurance obligatoire des soins (55%). L'exigence de la motion est donc déjà remplie selon le Conseil-exécutif.

Proposition du conseil-exécutif:

Vote point par point

Chiffre 1: rejet

Chiffre 2: rejet

Chiffre 3: rejet

Chiffre 4: adoption et classement

La présidente. Wir kommen zu Traktandum 69, einer Richtlinienmotion. Die Regierung möchte diese ziffernweise behandelt haben. Wir führen eine reduzierte Debatte. Es handelt sich um ein aus der Junisession verschobenes Geschäft. Ich bitte den Motionär Grossrat Pfister sein Eingangstatement zu halten.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PBD). Zuerst möchte ich der Regierung für die Beantwortung der Motion danken. Weshalb habe ich diese eingereicht? Ich habe sie eingereicht, weil wir in der FiKo einen Gedankenaustausch mit der Finanzkontrolle des Kantons Zürich durchgeführt haben. Die dort zuständigen Leute sagten, für den Kanton Bern bestünde ein gewisses Risiko wegen des Systems bei den Regionalen Spitalzentren (RSZ). Ferner besteht ein Bericht eines Verwaltungsrechtsspezialisten. Dieser sagt klar, der Verwaltungsrat eines RSZ trage kein Risiko, sondern dieses liege vollumfänglich beim Kanton als Eigner. Dies, weil dem Verwaltungsrat nichts genommen werden könne und die Liegenschaften dem Kanton gehörten. Die Banken geben Kredite auf die Liegenschaften. Der Eigner trägt also das Risiko. Deshalb bin ich mit der Beurteilung der Regierung nicht ganz einverstanden. Ich erinnere mich, dass wir beim Amt für Grundstücke und Gebäude (AGG) ein riesiges

Problem hatten. Dort wurde auch eine Risikobeurteilung vorgenommen. Wie den Mitgliedern der FiKo bekannt ist, ist diese katastrophal ausgefallen.

Bei den Ziffern 2, 3 und 4 halte ich die Abschreibung nicht für richtig. Damit übernehmen wir die Verantwortung nicht. Bei Ziffer 4 ist klar, dass die Finanzkontrolle nur die 55 Prozent kontrollieren kann. Meine Meinung ist, dass sie natürlich auch die Liegenschaften mit dem Fremdkapital kontrollieren sollte. Wenn wir HRM2 mitberücksichtigen, ist klar, dass wir ein riesiges Risiko haben. Ich bitte Sie, die Ziffern 1 bis 3 anzunehmen und bezüglich Ziffer 4 dem Antrag der Regierung zu folgen, also Annahme und Abschreibung.

La présidente. Wir kommen zu den Fraktionssprecherinnen und -sprechern.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Als Alleinaktionär dieser Spitäler übernimmt der Kanton eine nicht unerhebliche Verantwortung bei der Spitalfinanzierung. Als Alleinverantwortlicher muss er dringend gute und umfassende Kontrollinstrumente installieren. Mit einem Frühwarnungssystem muss der Hauptaktionär seine Verantwortung wahrnehmen, sodass bei drohenden Risiken eingeschritten werden kann. Der Vorstoss verlangt eine Verbesserung der Kontrolle bezüglich der Finanzen. Der Kanton trägt ein nicht unerhebliches Risiko bei diesen Spitälern. Unseres Erachtens geht das Risiko über das Kapital hinaus. Dies entnehmen Sie den Unterlagen. Das Aktienkapital beträgt zirka 45 Mio. Franken, und die dahinter liegende Bürgschaft macht weitere 107 Mio. Franken aus. Der Kanton übernimmt diese Bürgschaft gegenüber den Banken und den Spitälern. Im Moment sind 83 Mio. Franken verbürgt. Unserer Ansicht nach muss ein Bürge auch für diese Risiken, hier konkret für die 107 Mio. beziehungsweise jetzt 83 Mio. Franken, geradestehen. Es ist bereits fast das Doppelte des Aktienkapitals verbürgt. Unter diesen Voraussetzungen geben die Banken den Spitälern natürlich gerne Kapital. Erstens sind die Zinsen sehr tief, und zweitens gehen sie kein Risiko ein, wenn der Kanton die Bürgschaft übernimmt. Ausserdem liegt das Risiko in erster Linie nicht bei den Verwaltungsräten – diese tragen kein finanzielles Risiko –, sondern beim Hauptaktionär, also dem Kanton. Im Moment rüsten sowohl die öffentlichen als auch die privaten Spitäler kräftig auf. Trotz Überkapazitäten wird weiter ausgebaut, in zahlreichen Spitälern wird gebaut, und grosse Investitionen stehen noch an. Ich hoffe den Fall nicht zu erleben, dass ein Spital in eine finanzielle Schieflage gerät. Ich weiss nicht, ob es sich der Kanton in dieser Situation erlauben kann, zu sagen, er hafte nur für das Aktienkapital und sei für alles andere nicht zuständig. Das wäre noch zu prüfen. Ich hoffe jedoch, dieser Fall treffe nicht ein. Mit der Bürgschaft geht der Kanton ein grosses Risiko ein.

Ich komme zu den Anträgen. Die BDP-Fraktion stimmt Ziffer 1 als Motion zu, ebenso Ziffer 2. Auch Ziffer 3 stimmen wir zu, und Ziffer 4 nehmen wir bei gleichzeitiger Abschreibung an, weil wir der Meinung sind, die Finanzkontrolle unternehme die zur Überwachung nötigen Schritte. Ich bitte Sie, die Ziffern 1 bis 3 anzunehmen, sowie Ziffer 4 anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Für die SVP-Fraktion ist die Antwort des Regierungsrats schlüssig. Es ist etwas ähnlich wie beim letzten Mal, als ich hier am Rednerpult stand: Die Verwaltungsräte der RSZ sind für die Finanzen verantwortlich. Es verhält sich so, wie es Jakob Etter eben ausgeführt hat. Neben dem Aktienkapital haftet der Kanton für das, was er verbürgt hat. Das ist logisch. Damit hat er klare Beträge. Bei den Bürgschaften weiss man, um welche konkreten Beträge es geht. Die Antwort der Regierung zeigt dies auf, und ich gehe davon aus, dass die Regierung das bestehende Controlling, welches in ihrer Antwort auf die Motion beschrieben ist, tatsächlich auch wahrnimmt und keine Bürgschaften eingeht, die nicht zu verantworten sind. In rechtlicher Hinsicht ist klar, dass der Kanton für das Aktienkapital haftet und nicht für mehr, das heisst für die RSZ plus für das Geld, das verbürgt ist. Dies ist auch der Antwort der Regierung zu entnehmen. Die Bedingungen und die Beträge sind klar und das Controlling sichergestellt. Es hat keinen Sinn, den Verwaltungsräten die Verantwortung abzunehmen – die Verantwortung, die sie tragen müssen. Sie können schon sagen, diese würden nicht persönlich haften. Unter Umständen wird dies tatsächlich so sein. Der Regierungsrat hat aber die Möglichkeit, die Verwaltungsräte so zusammenzusetzen, dass diesen Leute angehören, die eine Ahnung haben, wissen, was sie tun, und sich der Verantwortung, die sie tragen, bewusst sind. Ich bitte Sie im Namen der SVP-Fraktion, die Motion wie vom Regierungsrat beantragt zu behandeln, das heisst Ablehnung der Ziffern 1 bis 3 und Annahme von Ziffer 4 bei gleichzeitiger Abschreibung.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Die EVP-Fraktion sieht dem massiven in den bernischen Spitälern anstehenden Investitionsvolumen mit grösstem Respekt entgegen. Zeitungsberichte von Anfang 2016 sprechen von über 1 Mrd. Schweizerfranken, die für anstehende Projekte zwecks Ausbau der Kapazitäten oder der Wettbewerbsfähigkeit investiert werden sollen. 1 Mrd. Schweizerfranken! Der Motionär spricht in der Motionsüberschrift sowie in seinen vier Fragen respektive Forderungen von einem beträchtlichen finanziellen Risiko für den Kanton Bern. Wenn wir vom Kanton Bern sprechen, weiss eigentlich jeder und jede von uns, dass wir Bürgerinnen und Bürger das Risiko letztlich mittragen. Als EVP-Fraktion ist es uns in diesem Zusammenhang wichtig aufzuzeigen, dass sogar, wenn diese Spitäler – was wir ihnen eigentlich wünschen – florieren würden, wir Steuerzahlerinnen und Steuerzahler, wir Prämienzahlerinnen und Prämienzahler die Zeche bezahlen werden. Neue Apparaturen und Infrastrukturen durch den allgemeinen und medizinischen Fortschritt müssen nämlich genutzt und amortisiert werden. Ohne griffige Instrumente in unserem Spitalversorgungsgesetz (SpVG) haben wir keine Handhabe, um dieser teuren Entwicklung massgeblich Einhalt zu gebieten. Mir persönlich macht dies Angst, und uns als EVP-Fraktion flösst dies gehörigen Respekt ein.

Genau hier sind wir beim Kern der Sache angelangt. Die vom Motionär beleuchteten Probleme können aus unserer Sicht nicht mit dem geforderten Bericht, nicht mit den geforderten Massnahmen gelöst werden. Dazu müssen wir uns als Parlament erst einig werden, was wir wollen. Wollen wir Spitäler verselbstständigen oder nicht? Zu dieser Frage haben wir uns schon geäussert. Winterthur hat dies anders gelöst. Wir müssen beurteilen, ob das SpVG tauglich ist oder nicht bzw. ob und welche zusätzlichen Instrumente wir brauchen. Welche Medizin wollen wir überhaupt in der Spitzenmedizin, in der Grundversorgung, in den Tälern, in der Peripherie? Wir als EVP helfen gerne, diese Fragen zu diskutieren und diesen Risiken – wie anderen Herausforderungen im Gesundheitswesen – auf den Grund zu gehen. Die EVP-Fraktion nimmt zu dieser Motion mehrheitlich die Position des Regierungsrats ein.

Stefan Jordi, Berne (PS). Ich habe es beim Traktandum 65 bereits angedroht und kann beim Traktandum 69 noch kürzer werden. Ich denke, meine Vorrednerin hat es gesagt: Man müsste die Grundlagen ändern, um mehr Steuerungsmechanismen zu schaffen oder eben mitzudiskutieren, welche Risiken der Staat eingehen will. Dafür müsste die gesetzliche Grundlage geändert werden. Wie gesagt, ist diese so, wie sie ist. Man kann nicht plötzlich hineinsteuern. Wenn man den Markt regulieren will, wenn es um den Staat geht, ist dies hier jeweils auch nicht von einer Mehrheit gewollt. In diesem Fall dürfte es klar sein, denn die Steuerungsmöglichkeiten sind gemäss dem Schweizerischen Obligationenrecht soweit wie möglich gegeben, aber nicht weiter. Deshalb folgt die SP-JUSO-PSA-Fraktion der Argumentation des Regierungsrats und bittet Sie, die Ziffern 1 bis 3 abzulehnen und die Ziffer 4 anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Die grüne Fraktion teilt die Sorge, was die Risikoeinschätzung bezüglich der Investitionen unserer kantonalen Spitäler anbelangt. Dies ist auch von den Vorrednerinnen und -rednern erwähnt worden. Das Wetrüsten ist im Gang, und es muss uns tatsächlich Sorge bereiten, wie dieses enden wird. Denn es werden nicht alle Spitäler mehr Patienten generieren können, sondern es wird zu einem Verdrängungskampf kommen. Insofern teilen wir die Einschätzung, dass wir ein Problem haben. Die Frage ist, ob die vorliegende Motion die Lösung bietet. Diesbezüglich teilen wir die Einschätzung des Motionärs nicht ganz. Ich kann es vorwegnehmen: Die grüne Fraktion wird die Ziffern 1 bis 3 als Postulat unterstützen. Dies im Sinne von: Wir sind der Meinung, dass es einer vertieften Prüfung bedarf. Wie vorhin erwähnt, ist eigentlich das SpVG die Grundlage für die Regelung des Verhältnisses zu den RSZ. Dies müsste wieder angeschaut werden. Wir Grünen waren immer skeptisch, ob es richtig ist, Aktiengesellschaften zu machen. Diese Frage hier zeigt, dass dies vielleicht nicht der Weisheit letzter Schluss war. Am Ende wird sich nicht nur die Frage stellen, ob wir für Vermögenswerte und für das, was wir in diese Aktiengesellschaften eingeschossen haben, haften. Das erinnert mich sehr an die Debatte um die Banken, die als «too big to fail» eingestuft wurden. Wenn ein Spital ins Trudeln gerät, wird es vielleicht heissen: «too important to fail». Schlussendlich ist die Gesundheitsversorgung für uns im Kanton Bern so wichtig, dass man irgendeine Lösung wird finden müssen. Das Gemeinwesen wird am Schluss eine Lösung finden müssen. Insofern werden wir die Ziffern 1 bis 3 als Postulat unterstützen, dahingehend, dass es eine neue Regelung braucht und wir dies vertieft anschauen wollen. Bei Ziffer 4 halten wir uns an die Regierung. Was diese in ihrer Antwort bezüglich des Controllings schreibt, überzeugt uns zu aber wenig. Zudem wird zu wenig ausgeführt, wie dieses Controlling

wirkt. Im Moment sehen wir nicht, wie das Controlling wirklich auf das Risiko reagiert. So gesehen: Problem erkannt, die Lösung haben wir noch nicht. Wir sind der Meinung, dies müsse weiter angeschaut werden, weil das Risiko besteht, und ich glaube, wir müssen auch handeln.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (UDF). Die EDU-Fraktion dankt dem Motionär dafür, dass er den Finger auf einen durchaus wunden Punkt legt. Dem Statement von Jakob Etter können wir uns praktisch eins zu eins anschliessen. Wir müssen uns wirklich die Frage stellen: Der Kanton als Büge, als Risikoträger – wie genau sieht man hin? In diesem Sinn schliessen wir uns dem Votum Etter dahingehend an, als dass wir die Ziffern 1 bis 3 gerne als Motion angenommen hätten. Ziffer 4 nehmen wir ebenfalls an und sind bereit, diese abzuschreiben.

Marianne Teuscher-Abts, Roggwil (PLR). Die Antwort der Regierung stellt die Zusammenhänge plausibel dar, namentlich das vom Regierungsrat am 3. März 2010 verabschiedete Gesamtkonzept der Aufsicht und des Controllings gegenüber den kantonalen Beteiligungen, Unternehmen und Institutionen. Ziffer 4 wird durch die Regierung angenommen und gleichzeitig zur Abschreibung empfohlen. Auch dies scheint mir sinnvoll zu sein. Die FDP-Fraktion empfiehlt Ihnen, der Haltung der Regierung zu folgen.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Doch, es gibt schon eine Lösung, aber diese wollen wir alle nicht! Alle, die damals dabei waren, als wir das SpVG konstruierten, erinnern sich, dass wir die entsprechenden Mechanismen angeschaut hatten. Die einzige Möglichkeit, die wir hätten, wäre eine Steuerung über die Anzahl Spitäler vorzunehmen. Die ganze Problematik, dieses ganze Aufheizen, besteht nämlich darin, dass jeder weiss, dass wir im Kanton Bern zu viele Spitäler haben. Aus regionalpolitischen Gründen sind wir hier drinnen zu wenig ehrlich und behalten jedes Spital. Wenn wir unsicher sind, ob ein Spital versorgungsnotwendig ist, machen wir mit der Lex Enea Martinelli aus einem Spital, das man wahrscheinlich schliessen dürfte, ein sogenannt versorgungsnotwendiges. Dies beschlossen wir hier drinnen – mit 160 Leuten. Deshalb müssen wir nicht wieder darüber diskutieren.

Ich will weder das Spital Zweisimmen noch ein anderes Spital schliessen. Wir müssen nicht so tun, als könnten wir mit solchen Motionen eine Veränderung herbeiführen. Das können wir nicht, weil wir beschlossen haben, das Risiko auf uns zu nehmen und damit den Regionen – auch den Landregionen – eine Sicherheit zu geben, dass sie ihre Spitäler haben dürfen. Deshalb müssen Sie dazu stehen! Kein Revisor kann etwas daran ändern, denn wir haben die RSZ einem Risiko ausgesetzt, weil die Anzahl der Patienten, selbst wenn wir immer älter werden, etwa gleichbleibend ist. Zudem versucht jedes Spital dem andern Patienten wegzunehmen. Dies ist die Realität von Angebot und Nachfrage. Dieser Markt ist nicht elastisch. Folglich müssen wir damit umgehen, dass uns im Kanton Bern diese Entscheide etwas kosten und wir insbesondere ein grosses Risiko tragen. Die Fraktion glp wird sich analog dem Regierungsrat positionieren, indem wir abschreiben, was sinnvoll ist, und in diesem Sinn diese operative Intervention nicht wünschen.

La présidente. Wir haben alle Fraktionen gehört und ich erteile Regierungsrat Schnegg das Wort.

Pierre Alain Schnegg, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. En préambule, le gouvernement tient à mentionner qu'il s'agit d'une motion ayant valeur de directive. Le canton de Berne a mis sur pied une gestion hospitalière particulièrement intéressante, qui a permis un développement de ses sites hospitaliers. Il a décidé d'organiser ses hôpitaux en sociétés anonymes et d'en confier leur gestion à des conseils d'administration indépendants. Même si tout est perfectible, la solution retenue par Berne se montre efficace, et permet de répondre aux attentes de la population et d'offrir une médecine de qualité. L'article 25 de la loi sur les soins hospitaliers accorde aux CHR une indépendance dans leur gestion. La Stratégie générale de surveillance et de controlling des participations, entreprises et institutions cantonales, approuvée par le Conseil-exécutif en mars 2010, constitue le cadre réglementaire de la gouvernance d'entreprise publique dans le canton. Les stratégies de propriétaire ainsi que les profils d'exigences applicables aux conseils d'administration ont fait leurs preuves depuis plusieurs années déjà. Les rapports de gestion publique des centres hospitaliers régionaux fournissent une vue d'ensemble complète de leur situation financière. Les capitaux étrangers levés par les CHR pour leurs investissements ne font pas courir actuellement de risques particuliers au canton. C'est le Conseil-exécutif qui exerce les droits et assume les obligations incombant au canton en sa qualité d'actionnaire des CHR. Il lui revient de sta-

tuer en ce qui concerne les affaires de la compétence de l'assemblée générale. Les projets d'aménagement, d'agrandissement et d'acquisition évoqués par le motionnaire ne sont pas obligatoirement à soumettre à l'assemblée générale. Il n'est donc pas prévu que le Conseil-exécutif donne systématiquement son accord. En tant que sociétés anonymes autonomes de droit privé, les CHR supportent les risques générés par leurs activités. Le canton est tout au plus appelé à prendre des mesures pour assurer la couverture des soins par les instruments prévus aux articles 70 de la loi sur les soins hospitaliers, non pas comme actionnaire, mais comme garant de la sécurité des soins. La Stratégie de propriétaire habilite le Contrôle des finances à vérifier l'utilisation des subventions cantonales. L'exigence de la motion pour ce point est donc remplie.

Quelques remarques encore concernant les quatre points de la motion. Comme le démontre la réponse donnée, la part de capitaux étrangers est actuellement très faible. En ce qui concerne les cautionnements envers certains CHR, ils dépassent à peine les trois quarts du maximum prescrit par le Grand Conseil.

Pour le point 2, le Conseil-exécutif a donné aux CHR diverses consignes en matière de stratégie et de collaboration avec l'administration. La SAP est chargée de mener des entretiens de contrôle périodiques avec les CHR lors desquels elle est notamment informée des opérations importantes. La SAP informe le gouvernement lors de la préparation des assemblées générales, tout comme elle avise le gouvernement lors d'événements exceptionnels.

Pour le point 3, les sociétés anonymes gèrent leurs affaires et peuvent prendre des engagements sous leur propre responsabilité. Les CHR en supportent les risques. Le canton est un responsable à concurrence du capital-action apporté. Si le canton accorde un prêt ou un cautionnement à un CHR, il s'expose au risque qu'un tel emprunt ne soit pas ou pas entièrement remboursé en cas de faillite.

Pour le point 4, le Contrôle des finances est habilité à consulter les livres des CHR. Il met l'accent sur le contrôle des subventions cantonales. Cette exigence de la motion est donc déjà remplie. Le Conseil-exécutif vous invite donc à rejeter les trois premiers points de cette motion et à adopter et classer le quatrième point.

La présidente. Wünscht der Motionär nochmals das Wort? – Das ist nicht der Fall. Es ist nichts verändert worden. Wir kommen zur Abstimmung. Wer Ziffer 1 zustimmt, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 25

Non 111

Abstentions 7

La présidente. Sie haben Ziffer 1 abgelehnt. Wir stimmen über Ziffer 2 ab. Wer diese annimmt, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 24

Non 109

Abstentions 11

La présidente. Sie haben Ziffer 2 abgelehnt. Zu Ziffer 3. Wer diese annimmt, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil:

b9f81d552b494869ade6884e1ecae74f

19.10.2017

Rejet

Oui 23

Non 111

Abstentions 10

La présidente. Sie haben Ziffer 3 abgelehnt. Wir stimmen über Ziffer 4 ab. Wer diese annimmt, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 4)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 141

Non 3

Abstentions 0

La présidente. Sie haben Ziffer 4 angenommen. Wir stimmen über die Abschreibung von Ziffer 4 ab. Wer der Abschreibung zustimmt, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 4)

Décision du Grand Conseil:

Adoption du classement

Oui 143

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Sie haben der Abschreibung von Ziffer 4 einstimmig zugestimmt.